

RÉSUMÉ

1. Depuis l'examen précédent du Brésil en 2017, des efforts ont été déployés pour améliorer les fondamentaux économiques et renforcer la résilience macroéconomique. Pendant la période considérée, et avant l'épidémie de COVID-19, le taux de croissance annuel du PIB avait atteint 1,8% (en 2018), pour ensuite retomber à -3,9% (en 2020) du fait de la pandémie. Il est depuis lors remonté à 4,6% en 2021 d'après les estimations, du fait des mesures de soutien adoptées en temps utile, des termes de l'échange très favorables, d'une hausse des prix des produits de base, de la reprise de la demande intérieure et extérieure, et d'une solide croissance du crédit au secteur privé. Le taux de croissance annuel moyen du PIB sur la période 2017-2021 était assez faible, à 1%, quoiqu'en hausse par rapport au taux moyen de -0,4% observé sur la période 2012-2016. L'évolution de la position du pays parmi les économies les plus compétitives au monde reflète, entre autres choses, l'amélioration des conditions de l'activité des entreprises, mais également des faiblesses dans plusieurs domaines dans lesquels des réformes sont en cours. Entre 2017 et 2020, l'inflation, qui affichait des taux compris entre 3,2% et 3,7%, est restée inférieure à la limite supérieure de la marge de tolérance fixée par la Banque centrale du Brésil (BCB); cependant, depuis janvier 2021, elle a dépassé cette limite supérieure et a atteint 8,3% cette année-là, puis a progressivement augmenté pour atteindre 12,13% en avril 2022, mais elle a été ramenée à 11,7% en mai 2022. Le taux de chômage a augmenté légèrement pour atteindre le taux le plus élevé jamais enregistré, soit 13,5%, en 2020 et 2021, notamment en raison des effets de la pandémie.

2. Pendant la période à l'examen, des réformes structurelles commerciales et liées au commerce ayant pour principal objectif de renforcer la productivité et la croissance potentielle et d'élever le niveau de vie ont été entreprises dans plusieurs domaines, y compris les questions réglementaires et institutionnelles, la privatisation et le marché du travail. Ces réformes semblent avoir attiré des investissements privés dans les domaines des transports, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, et elles devraient donner lieu à des investissements additionnels dans les infrastructures. Pour protéger les personnes pauvres et les plus vulnérables, qui ont été affectées de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19, le Brésil a mis en place un vaste ensemble de mesures budgétaires ciblées et limitées dans le temps, mettant l'accent sur les dépenses de santé, l'aide sociale et le soutien aux entreprises pour limiter les licenciements. Pendant la période à l'examen, la politique monétaire a été progressivement assouplie, et récemment durcie. Entre 2017 et 2022, le taux directeur SELIC a été progressivement abaissé, passant du niveau record de 14,25% (en août 2015) au niveau le plus bas jamais atteint de 2% (applicable du 23 juillet 2020 au 10 mars 2021), puis il a été augmenté progressivement jusqu'à atteindre 11,75% (le 29 mars 2022) pour faire face à la montée de l'inflation. Le système de taux de change flottant du Brésil a continué de jouer le rôle important d'amortisseur. Pendant la période à l'examen, le déficit du compte courant a atteint le niveau record de 3,5% du PIB en 2019, puis est tombé à 1,7% en 2020 et 2021, entre autres en raison de l'amélioration des balances commerciale, des services et des revenus. La dette extérieure brute globale du Brésil (y compris les prêts interentreprises et les titres de créance échangés sur le marché intérieur) a légèrement augmenté, affichant un taux de croissance global de 0,5% pendant la période 2017-2021; elle a atteint le niveau record de 675,8 milliards d'USD en 2019 puis est tombée à 670,3 milliards d'USD, soit 41,7% du PIB, en 2021.

3. L'ouverture du Brésil au commerce international et son intégration à l'économie mondiale ont continué de se répercuter sur le ratio des échanges (exportations et importations) de marchandises et de services du pays au PIB, qui a fortement augmenté: celui-ci est passé de 24,3% en 2017 à 39,2% en 2021, en raison d'une hausse des exportations et des importations en 2020 et 2021. Les exportations de marchandises se sont de plus en plus concentrées sur les produits de base (par exemple les produits d'origine végétale, les animaux vivants et les produits pétroliers et minéraux), tandis que les importations de marchandises ont été dominées par les produits manufacturés. Les tendances du commerce international témoignent de l'importance croissante de l'Asie, en particulier de la Chine, et de la baisse relative du poids des Amériques; en outre, le commerce de marchandises avec les partenaires du MERCOSUR a considérablement diminué, notamment en ce qui concerne les exportations. En 2021, la Chine, l'Union européenne et les États-Unis étaient les principaux marchés d'exportation du Brésil et ses principales sources d'importation également, mais dans un ordre différent (Chine, États-Unis et Union européenne).

4. Le Brésil est toujours ouvert à l'investissement étranger direct (IED), et l'encourage. L'IED est ainsi présent dans l'ensemble de l'économie, malgré des interdictions concernant la participation étrangère (par exemple pour certains services postaux et pour l'énergie nucléaire) et des limitations ou une obligation d'autorisation/d'approbation préalable dans certains secteurs (par exemple les

services de santé, l'acquisition de terres rurales, la radiodiffusion et l'édition, la pêche, les industries extractives et la prospection d'hydrocarbures). Pendant la période à l'examen, le Brésil a pris plusieurs mesures pour améliorer le climat des affaires en apportant des modifications sur les plans de la réglementation (avec par exemple la nouvelle Loi de 2021 sur les conditions de l'activité des entreprises), des institutions (avec par exemple la création du Médiateur des investissements directs) et des procédures, et pour faciliter la participation de l'investissement étranger dans le transport aérien (levée des restrictions à la participation étrangère) et les services financiers. Les entreprises nationales et étrangères légalement constituées se font concurrence sur un pied d'égalité pour ce qui est de répondre à des appels d'offres ou de bénéficier d'incitations fiscales et non fiscales; la participation directe des entreprises étrangères aux procédures de passation des marchés publics a été facilitée. Pendant la période à l'examen, les entrées de capitaux au titre de l'IED ont atteint leur niveau le plus bas, traduisant les effets négatifs de la pandémie, et en 2021, elle se sont chiffrées à un montant équivalent à 65,3% de leur niveau de 2017; l'Union européenne et les États-Unis étaient les principales sources et destinations des flux d'IED. Le Brésil a poursuivi le remplacement de ses accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements par des accord de coopération et de facilitation de l'investissement, et a continué de conclure des conventions de double imposition.

5. Depuis son dernier examen en 2017, le Brésil a adopté plusieurs modifications de la Constitution concernant, entre autres choses, le transfert des ressources financières fédérales et l'aide d'urgence pour remédier aux conséquences sociales et économiques de la pandémie de COVID-19. Le cadre institutionnel pour la formulation de la politique commerciale a globalement peu évolué, en dehors du transfert du Ministère de l'industrie, du commerce extérieur et des services – comprenant le Secrétariat exécutif de la Chambre de commerce extérieur (CAMEX) et le Secrétariat au commerce extérieur (SECEX) – à un nouveau Ministère de l'économie créé en 2019. Les objectifs commerciaux et liés au commerce globaux affichés par le Brésil sont restés le développement industriel, la diversification de la production, la modernisation technologique, l'accroissement de la compétitivité des produits nationaux, l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et sur les marchés internationaux, et l'accroissement et la diversification des exportations. Son programme de politique commerciale comportait trois volets: l'intensification du réseau d'accords commerciaux du Marché commun du Sud (MERCOSUR), la modernisation de la structure du tarif extérieur commun (TEC) du MERCOSUR et la réduction des obstacles non tarifaires au commerce. Pendant la période considérée, le Brésil a adopté des mesures visant à simplifier la réglementation, à accroître la transparence et à encourager le commerce, ainsi qu'à promouvoir l'utilisation de plusieurs outils liés aux bonnes pratiques réglementaires, y compris l'obligation d'effectuer des analyses/évaluations de l'impact de la réglementation; il a aussi fait des progrès dans le domaine de l'administration publique en ligne et de la lutte contre la corruption.

6. Le Brésil demeure très attaché au système commercial multilatéral, auquel il participe activement. Pendant la période à l'examen, il a participé à toutes les initiatives liées aux déclarations conjointes de l'OMC, à savoir sur le commerce électronique, la facilitation de l'investissement pour le développement, les MPME (micro, petites et moyennes entreprises) et la réglementation intérieure dans le domaine des services. La procédure d'accession du pays à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) est en cours depuis mai 2020. Le Brésil a présenté une demande d'accession à l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils en juin 2022. En mars 2019, il a annoncé qu'il commencerait à renoncer au traitement spécial et différencié dans le cadre des négociations à l'OMC. En parallèle, le Brésil a continué de renforcer son intégration économique régionale, par le biais des ACR du MERCOSUR et de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), en mettant l'accent sur l'approfondissement des accords existants et la négociation d'accords avec des partenaires extrarégionaux; il a conclu et mis en œuvre certains ACR (Brésil-Chili, Brésil-Paraguay, MERCOSUR-Colombie et MERCOSUR-Égypte), tandis que la signature et la ratification de deux autres ACR (avec l'Union européenne et avec l'Association européenne de libre-échange) et la négociation d'autres accords sont en cours. Le Brésil a présenté de nombreuses notifications à l'OMC. Pendant la période considérée, il a été directement impliqué dans cinq nouveaux différends à l'OMC, quatre en tant que plaignant et un en tant que défendeur; en parallèle, comme certains autres Membres, il a pris des mesures ("appel dans le vide") pour remédier au non-fonctionnement de l'Organe d'appel de l'OMC.

7. Le tarif douanier reste l'un des principaux instruments de la politique commerciale du Brésil, et il constitue une source de recettes fiscales non négligeable. Le pays applique le TEC du MERCOSUR, en accordant des dérogations à certains pays. Au 1^{er} avril 2022, le tarif NPF appliqué par le Brésil était entièrement *ad valorem* et les taux allaient de zéro à 55%; il prévoyait 35 taux

différents (contre 19 en 2017). Pendant la période à l'examen, le Brésil a supprimé les droits d'importation visant certains produits aéronautiques et a appliqué plusieurs réductions tarifaires temporaires en réponse à la pandémie de COVID-19. La moyenne simple des droits NPF appliqués a légèrement baissé, passant de 11,6% en 2017 à 10% en avril 2022 et 9,4% en juillet 2022. Le tarif douanier consolidé et les droits préférentiels du Brésil n'ont pas encore été actualisés sur la base du SH2022. Si les différences de nomenclature poseraient problème pour la plupart des comparaisons entre les droits consolidés et les droits appliqués du Brésil, la moyenne simple des taux consolidés était supérieure d'environ 20,7 points de pourcentage à la moyenne des taux NPF appliqués à compter du 1^{er} juillet 2022.

8. Depuis son dernier examen, le Brésil a continué de simplifier ses formalités en matière de commerce extérieur et à mettre progressivement en œuvre son programme de guichet unique (*Programa Portal Único de Comércio Exterior*) lancé en 2014. Parmi les faits nouveaux notables figurent l'entière dématérialisation des formalités d'exportation, la modernisation du programme d'opérateur économique agréé (OEA) et la publication d'une étude sur le temps nécessaire à la mainlevée (la première réalisée au Brésil suivant la méthode de l'Organisation mondiale des douanes). Le Brésil a également élargi ses règles d'origine non préférentielles (en utilisant un autre critère pour les produits qui sont réputés avoir subi une transformation substantielle) et a actualisé la procédure de vérification pertinente. En ce qui concerne le commerce préférentiel, des arrangements ont été mis en place pour l'échange bilatéral des certificats d'origine numériques dans le cadre de ses échanges avec l'Argentine, la Colombie, le Paraguay et l'Uruguay.

9. Durant la période considérée, le Brésil a maintenu des prohibitions à l'importation pour des raisons sanitaires et morales et pour satisfaire aux conventions internationales auxquelles il est partie; la liste de ces prohibitions n'a quasiment pas changé. Le Brésil a encore souvent recours à des mesures correctives commerciales, en particulier des mesures antidumping. Le cadre réglementaire régissant les mesures correctives commerciales a été modifié et son organisation institutionnelle a subi une transformation. Le nombre de mesures antidumping définitives a chuté de 161 en 2017 à 140 en 2021 et aucune mesure de sauvegarde n'a été adoptée.

10. Le Brésil a fait un usage modéré des taxes à l'exportation, qui représentent toujours une part décroissante et négligeable des recettes fiscales fédérales. Deux taxes à l'exportation (visant les cuirs et peaux bruts et les armes et munitions) ont été supprimées, en 2018 et 2021 respectivement. Des prohibitions temporaires à l'exportation ont été appliquées à certains produits médicaux, hospitaliers et d'hygiène jugés essentiels pour lutter contre la propagation de la COVID-19 au Brésil. Depuis 2017, le Brésil a actualisé son régime de ristourne et son régime de zone industrielles d'exportation, et a adopté des lignes directrices pour la réforme du système de soutien à l'exportation au niveau fédéral. Des programmes destinés à accroître les exportations et à stimuler la compétitivité des sociétés tournées vers l'exportation sont toujours en place.

11. Le régime fiscal intérieur du Brésil reste complexe, y compris pour ce qui est du traitement des biens et services importés. Les transactions intérieures et transfrontières sont soumises à divers prélèvements fédéraux et infafédéraux, et le cumul croisé de ces impôts n'est pas rare pour la détermination de la base d'imposition. En outre, leur application varie généralement selon le type de produit, l'administration infafédérale compétente et le statut fiscal de l'importateur. Les taxes fédérales sont automatiquement prélevées sur le compte bancaire de l'importateur dès la présentation de la déclaration en douane, mais les procédures et systèmes de recouvrement des taxes infafédérales (qui requièrent parfois la présentation de copies papier pour la mainlevée des importations) varient toujours selon les États de la Fédération du Brésil.

12. Plusieurs programmes d'incitation sont restés en place durant la période considérée. Les mesures de soutien comprenaient: des taux d'intérêt réglementés et des financements préférentiels, des avantages fiscaux, des aides financières, l'amortissement accéléré, des garanties, des subventions, des services de conseil, et des programmes d'assurance-crédit. Le Brésil applique certaines incitations subordonnées au respect des critères du Processus de production de base (PPB), qui sont établis en vue d'utiliser au maximum les capacités de production installées au Brésil.

13. Si le cadre institutionnel pour la mise en œuvre et l'administration de l'Accord OTC n'a presque pas changé pendant la période à l'examen, plusieurs initiatives visant à réduire les lourdeurs administratives ont été lancées suite à l'adoption de la législation de 2019 sur les droits de liberté économique. Depuis le dernier examen du Brésil, aucune modification majeure n'a été apportée aux cadres juridique et institutionnel régissant la protection sanitaire et phytosanitaire.

14. Le régime de la concurrence du Brésil n'a pas fondamentalement changé au cours de la période considérée, celui-ci ayant été rationalisé en 2012. L'autorité nationale de la concurrence, le Conseil administratif de défense économique (CADE), a mis en œuvre plusieurs initiatives visant à améliorer la transparence et la prestation de services par des moyens numériques. Au moyen d'accords de cessation et d'abstention (règlements), le CADE a aussi obtenu des engagements de cession de l'entreprise d'État Petrobras en vue de favoriser la concurrence sur les marchés du gaz naturel et du raffinage du pétrole. Les prix de certains biens et services sensibles (par exemple les tarifs de l'électricité résidentielle et de la téléphonie fixe et les prix des produits pharmaceutiques) ont continué d'être contrôlés ou réglementés.

15. Pendant la période à l'examen, l'État est moins intervenu voire a cessé d'intervenir dans certains secteurs comme les industries extractives, l'exploration pétrolière et l'électricité. Les autorités ont aussi pris des mesures pour renforcer la gouvernance et la transparence au sein des entreprises publiques fédérales et faciliter l'entrée de nouveaux concurrents. Néanmoins, le poids économique des entreprises publiques du Brésil reste important, nombre des entreprises publiques fédérales détenant des participations dans des sociétés privées. En outre, diverses "sociétés anonymes" sont détenues ou contrôlées par des gouvernements des États ou des municipalités; on ne dispose pas de renseignements consolidés à leur sujet. Dans sa notification présentée à l'OMC pour les années 2018 et 2019, le Brésil a indiqué l'existence d'une entreprise commerciale d'État: la Compagnie nationale d'approvisionnement alimentaire (CONAB).

16. Une nouvelle Loi sur les marchés publics a été adoptée en 2021 et remplacera complètement la précédente législation au terme d'une période transitoire de deux ans, pendant laquelle les deux coexisteront; cette nouvelle loi interdit tout traitement différencié entre les fournisseurs nationaux et étrangers. Les entreprises publiques restent assujetties à une législation distincte, qui prévoit une plus grande flexibilité. En 2021, un Portail national électronique des marchés publics (PNCP) a été lancé. Des préférences en faveur des soumissionnaires établis au Brésil et des fournitures produites sur le territoire national continuent de s'appliquer. Un système électronique de gestion des procédures d'appel d'offres a été mis en place.

17. Le cadre juridique et institutionnel de protection des droits de propriété intellectuelle (PI) a été modifié pendant la période à l'examen. Le Groupe interministériel de la propriété intellectuelle (GIPI), établi en juillet 2019, a été chargé de formuler la politique de la propriété intellectuelle. Les principales modifications législatives visant la protection de la propriété intellectuelle concernaient la protection conférée par un brevet. Pendant la période considérée, l'INPI a continué de prendre des mesures pour réduire les délais de traitement et le nombre de demandes en attente d'examen.

18. Depuis le précédent EPC, le Brésil a conservé des politiques commerciales sectorielles de vaste portée, bien qu'il ait apporté les modifications réglementaires et institutionnelles de mise. Un grand nombre de mesures à la frontière, de mesures de soutien interne et de procédures administratives ont été éliminées, simplifiées ou rationalisées, tandis que des avantages ont été accordés dans certains secteurs importants, ce qui a favorisé la croissance sectorielle dans un certain nombre de domaines, en dépit des difficultés causées par la pandémie mondiale. Le régime fiscal relativement complexe, l'absence d'un système de financement concurrentiel à part entière, les goulets d'étranglement au niveau des infrastructures et un certain nombre de mesures administratives ont continué d'entraver la pleine efficacité sectorielle.

19. Le Brésil reste un acteur majeur du commerce mondial de certains produits de base agricoles, en particulier le soja, la viande de bœuf et de volaille, le sucre, le jus d'orange et le café. En 2021, la part du secteur agricole dans la valeur ajoutée brute était de 8,1% (contre 5,7% en 2017) et sa part dans l'emploi de 9,7% (sylviculture et pêche comprises). En dépit du caractère dual de l'agriculture au Brésil (agriculture commerciale d'un côté et agriculture familiale de l'autre), au cours des dernières décennies, le secteur agricole a connu une croissance de la productivité du travail plus rapide que d'autres secteurs. Le secteur reste axé sur les cultures végétales et tourné vers les exportations et il est tributaire des importations d'intrants agricoles, en particulier les engrais. La moyenne des droits NPF appliqués aux produits agricoles était de 9,1% en 2022 (définition de l'OMC). Les bas niveaux de soutien interne, le soutien minime des prix du marché et la faible protection offerte font du pays un exportateur de produits agricoles compétitif à l'échelle mondiale. Le crédit agricole ou rural, assorti de taux d'intérêt réglementés et préférentiels, reste le principal instrument politique dans le secteur. Les prescriptions en matière de zonage des terres agricoles établissent toujours un lien entre le soutien agricole et la durabilité environnementale. L'admissibilité des producteurs au bénéfice des prêts assortis de conditions libérales et des programmes

d'assurance subventionnée est subordonnée au respect de ces prescriptions. De plus, plusieurs programmes spécifiques visant l'agriculture commerciale et l'agriculture familiale encouragent les pratiques agricoles durables; ils prévoient des crédits en faveur des plantations sur des sols non productifs et dégradés, des crédits en faveur de la plantation de forêts et des crédits destinés à la modernisation des systèmes de production et à la préservation des ressources naturelles.

20. Le Brésil tient aussi une place importante dans le secteur mondial des industries extractives. Il fait partie des plus gros producteurs de minerai de fer, de manganèse, de niobium, de bauxite et d'étain. Pendant la période à l'examen, l'évolution des institutions et des politiques a notamment consisté en la création de l'Agence nationale des mines en 2017, entre autres pour promouvoir la gestion des ressources minérales et superviser la mise en œuvre de la planification stratégique (2020-2023). La protection tarifaire est restée inchangée. Un soutien interne visant le développement des entreprises minières et des technologies durables est accordé à certaines sociétés dans le cadre d'une initiative conjointe d'Innova Mineral portant sur les crédits, les subventions et la coopération entre les institutions et les entreprises. En février 2021, la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) a vendu son dernier lot d'actions de Vale S.A., la plus grosse entreprise minière du Brésil et celle ayant la valeur commerciale la plus élevée à la bourse brésilienne. Le gouvernement fédéral détient toujours des droits spécifiques (actions spécifiques), qui sont assignés dans les règlements de Vale.

21. Le Brésil reste un exportateur net de pétrole brut et un importateur de produits pétroliers raffinés. Son bouquet énergétique est toujours considéré comme l'un des plus verts au monde. La société Petrobras, contrôlée par l'État, a maintenu sa position dominante dans les activités liées aux hydrocarbures, en amont comme en aval. Elle a vendu toutes ses actions de BR Distribuidora (désormais appelée "Vibra Energia"), qui est le principal acteur sur les marchés de la distribution et de la vente au détail de produits pétroliers. Dans le secteur du gaz naturel, la Loi sur le gaz de 2021 doit assurer un marché ouvert et concurrentiel, en rendant possible un programme solide en matière de réglementation pour construire le nouveau marché du gaz naturel, et en créant de nouvelles possibilités d'investissement. La politique nationale de 2017 en matière de biocarburants (RenovaBio), qui doit concourir à la réalisation des objectifs du pays en matière de climat, cadre avec les engagements qu'il a pris dans le cadre de la COP21. Au cours de sa troisième année de pleine mise en œuvre, RenovaBio s'est imposée comme l'un des programmes de décarbonation du bouquet énergétique les plus importants au monde. Le Brésil a conservé sa position de deuxième producteur et exportateur mondial d'éthanol, avec un taux obligatoire de teneur en éthanol fixé à 27%; en outre, d'autres mesures de soutien à la production et à la consommation d'éthanol sont toujours en place, telles que des facilités de crédit, la différenciation fiscale et le subventionnement croisé. Le Brésil est le troisième producteur mondial de biodiesel; le taux obligatoire de biodiesel ajouté au carburant diesel a augmenté, et leur production bénéficie toujours d'incitations et d'un marché intérieur réglementé. Pendant la période à l'examen, la capacité installée et la production électrique ont continué d'augmenter rapidement. Une loi autorisant la privatisation par capitalisation de l'entreprise publique Eletrobras a été adoptée en juillet 2021. Les tarifs de l'électricité permettent toujours le subventionnement croisé entre les différentes catégories de consommateurs.

22. Bien qu'en recul, le secteur manufacturier reste relativement important (il représentait 11,3% de la valeur ajoutée brute en 2021) et diversifié. Le "coût brésilien", les initiatives encore balbutiantes en matière de recherche, de développement et d'innovation, une assez faible intégration dans l'économie mondiale et les protections ponctuellement adoptées contre la concurrence extérieure continuent de compromettre la capacité du Brésil à tirer pleinement parti de son potentiel industriel. Les réformes et initiatives positives adoptées dans tous les domaines, y compris la réorientation des politiques et des incitations sectorielles et axées sur l'industrie vers des mesures visant des réformes majeures, cherchant à remédier aux insuffisances des infrastructures et à rationaliser les conditions de l'activité des entreprises, ne peuvent qu'avoir des effets durables et permettre d'attirer davantage l'IED. La moyenne des droits NPF appliqués au secteur manufacturier est tombée de 11,8% en 2017 à 10,3% en 2022. Les secteurs des vêtements, des textiles et du matériel de transport bénéficient toujours du niveau de protection tarifaire le plus élevé. Des incitations, telles que les remises de droits et de taxes à l'exportation, s'appliquent toujours; l'incidence de celles s'inscrivant dans le cadre du Programme Reintegra a été légèrement réduite. Des prêts assortis de conditions de faveur ou de taux réglementés et des préférences en faveur des fournisseurs locaux dans le cadre des marchés publics sont toujours accordés. Les prescriptions en matière de teneur en éléments locaux liées aux étapes de la production qui sont associées aux mesures de soutien interne continuent de protéger les producteurs nationaux de la concurrence étrangère. Il a été mis fin à des mesures d'incitation propres à certains secteurs, comme

celles en faveur de l'industrie automobile (INOVAR-AUTO). Peu de programmes sectoriels restent en place; c'est le cas des programmes concernant les technologies de l'information et l'aéronautique. Des accords commerciaux concernant le secteur automobile existent avec l'Argentine, le Mexique, le Paraguay et l'Uruguay.

23. Le secteur des services, qui est une composante essentielle de la compétitivité globale à l'exportation, représente toujours la part la plus importante de la valeur ajoutée brute (69,8% en 2021) et de la création d'emplois au Brésil. Toutefois, malgré des améliorations dans certains domaines, les services pâtissent toujours de déficiences structurelles qui freinent le potentiel de croissance de l'économie dans son ensemble. Pendant la période considérée, les engagements du Brésil au titre de l'AGCS sont restés inchangés. Le pays a pris des engagements spécifiques concernant le commerce des services dans le cadre de trois ACR qui prévoient des engagements en matière de services allant au-delà de ceux contractés au titre de l'AGCS. En 2020, le Brésil a notifié une restriction exceptionnelle et temporaire à l'entrée des personnes physiques étrangères (principalement non résidentes), pour une période de 30 jours, pour limiter les risques liés à la COVID-19. La part des banques publiques dans les actifs bancaires totaux a chuté à 40% en 2020 et il existe toujours d'importants écarts de taux d'intérêt, entre autres parce que les grandes banques ne sont pas soumises à la pression concurrentielle. Le cadre juridique principal du secteur bancaire est resté relativement inchangé, et le système bancaire a conservé sa résilience. Depuis février 2021, une politique de "banque ouverte" a augmenté le partage des données relatives aux clients entre les établissements financiers et vise à intensifier la concurrence dans le secteur financier. La part des prêts improductifs a diminué. Toutefois, des marges de taux d'intérêt élevés persistent entre les taux débiteurs et la rémunération des dépôts. Le cadre juridique du secteur de l'assurance est resté pour l'essentiel inchangé. Une politique d'"assurance ouverte" est appliquée depuis 2021 pour permettre l'échange des renseignements sur les consommateurs entre différentes compagnies d'assurance habilitées ou agréées par la SUSEP, moyennant la mise en commun de données et de services. Le Brésil a continué de représenter environ 40% du marché de la réassurance en Amérique latine; l'Institut de réassurance du Brésil, qui détenait auparavant le monopole d'état de la réassurance, domine toujours le segment.

24. Les marchés de la téléphonie fixe et mobile sont restés pleinement ouverts à la concurrence, bien qu'ils soient dominés par quelques grands opérateurs étrangers. En 2021, le Brésil a procédé au plus grand appel d'offres jamais lancé concernant les fréquences radioélectriques pour la technologie de téléphonie mobile 5G. Les obstacles à l'investissement semblent continuer de poser problème à l'entrée sur le marché de la télédiffusion.

25. Plusieurs initiatives ont été entreprises dans le secteur des transports. En raison de la pandémie de COVID-19, en 2020, les vols réguliers et non réguliers ont chuté de 51% par rapport à 2019. Des mesures d'urgence ont été adoptées pour atténuer les effets économiques négatifs sur le secteur du transport aérien, ainsi que pour adapter les règles applicables à ce nouveau contexte, tout en cherchant à protéger les intérêts des passagers. La politique dans le domaine de l'aviation civile a eu pour objectif d'intégrer davantage l'aviation brésilienne dans les marchés internationaux grâce à la conclusion de nouveaux accords sur le transport aérien. En ce qui concerne les autres modes de transport, le principal changement en matière de réglementation a été apporté par le programme "BR do Mar" en janvier 2022, dans le but d'améliorer le cabotage et de réduire les coûts, pour ainsi rendre plus efficace le transport maritime et le transport par les voies navigables au Brésil. Huit terminaux portuaires situés dans six États brésiliens ont été concédés au secteur privé dans le cadre du Programme de partenariat pour l'investissement (PPI).

26. Le commerce électronique transfrontières a augmenté pendant la période à l'examen et en Amérique latine, le Brésil occupe la deuxième place sur ce segment. Afin de compenser les effets négatifs de la pandémie de COVID-19, le Ministère du tourisme a pris un certain nombre d'initiatives et élaboré une stratégie destinée à relancer le secteur du tourisme. En ce qui concerne les services professionnels, le Programme de médecins dans tout le Brésil (Médicos pelo Brasil) a été lancé en 2019 dans le but de structurer l'exercice de la médecine au niveau fédéral dans les régions où on observe une grande vulnérabilité sociale.

27. D'après les projections, l'économie brésilienne devrait se redresser progressivement, mais la croissance devrait rester relativement faible pour 2022, l'incertitude entourant les perspectives étant considérée comme exceptionnellement élevée, même si les risques pour la croissance étaient globalement équilibrés. Les risques de détérioration des perspectives économiques du Brésil sont liés au déséquilibre budgétaire, au taux de chômage élevé, aux pressions inflationnistes et au

vieillesse rapide de la population. Face aux risques financiers extérieurs, le Brésil conserve une dette publique extérieure relativement peu élevée et des volants de sécurité importants, tels que ses réserves en devises et la part importante que représente l'IED dans les entrées de capitaux; toutefois, les autorités sont prudentes au regard de l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale et les perspectives de croissance du Brésil. La prospérité et la croissance durables futures dépendent toujours de la mise en œuvre de réformes structurelles propres à accroître la productivité dans plusieurs domaines, y compris une refonte du régime fiscal et d'incitations, actuellement complexe, et la réduction des contraintes réglementaires qui pèsent sur les entreprises, ainsi que de l'élimination des lacunes en matière d'infrastructures. De telles réformes augmenteraient la résilience de l'économie brésilienne, lui permettant ainsi de poursuivre la réalisation de ses vastes objectifs en matière économique et de protection sociale, y compris l'obtention d'une croissance inclusive et la réduction des écarts de richesse.